



Décision n° CODEP-LYO-2019-032801 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 juillet 2019 autorisant Électricité de France (EDF) à modifier temporairement les règles générales d’exploitation du réacteur 2 de la centrale nucléaire de Saint-Alban Saint-Maurice (INB n° 120)

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles R. 593-55 à R. 593-58 ;

Vu le décret du 12 novembre 1981 autorisant la création par Électricité de France des réacteurs 1 et 2 de la centrale nucléaire Saint-Alban Saint-Maurice dans le département de l’Isère ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2017-DC-0616 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 relative aux modifications notables des installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable afin de modifier temporairement les règles générales d’exploitation du réacteur 2 de la centrale nucléaire de Saint-Alban Saint-Maurice transmise par courrier D5380/GOTO/BNYS/SQ-19-018 du 5 juin 2019,

Décide :

Article 1^{er}

Électricité de France, ci-après dénommé « l’exploitant », est autorisé à modifier temporairement les règles générales d’exploitation du réacteur 2 de l’installation nucléaire de base n° 120 de la centrale nucléaire de Saint-Alban Saint-Maurice dans les conditions prévues par sa demande du 5 juin 2019 susvisée.

Article 3

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d’État par l’exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 4

Le directeur général de l’Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l’exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l’exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l’Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 30 juillet 2019.

**Pour le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire
et par délégation,
L’inspecteur en chef**

Signé par

Christophe QUINTIN